

s'opposent à l'entente appartiennent au parti libéral ou au Nouveau parti démocratique. Je soutiens que les adversaires de l'entente font un jeu politique de la prospérité future du Canada.

Voyons, par exemple, ce que le premier ministre de l'Ontario a dit samedi. Il a déclaré qu'il n'avait pas encore lu le texte final, mais que son idée était faite même si l'étude menée par son propre trésorier et collègue du Cabinet révèle que l'entente commerciale sera très avantageuse pour l'Ontario et l'économie du Canada.

Il a aussi déclaré aujourd'hui que l'entente ne valait rien. Il parle beaucoup, mais avec un esprit fermé. Je peux lui dire que les habitants de l'Ontario et les autres Canadiens veulent autre chose que des déclarations mal informées. Ils veulent un débat intelligent. Ils veulent savoir ce qui en est et connaître les avantages de cette entente commerciale au lieu d'entendre les propos creux du premier ministre libéral de l'Ontario.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le gouvernement prétend qu'il veut parler de l'accord de libre-échange, mais si ses représentants qui parcourent le pays sont une indication de la qualité du débat, c'est une situation passablement dégoûtante.

● (1410)

La semaine dernière, selon des articles, le ministre des Transports (M. Crosbie), envoyé par le gouvernement pour le représenter, a fait des remarques à mon sujet et au sujet des femmes en général. Lorsque j'ai soulevé la question des mères porteuses, le ministre a répondu, lors d'une réunion publique, ce qui suit:

Pas étonnant que son livre s'appelle «Le bébé de personne» (*Nobody's Baby*). Apparemment, les femmes canadiennes sont en danger sérieux et, si l'on en croit Sheila, elles devront garder constamment les jambes serrées...

Le ministre se qualifiait également de père de la loi contre la pornographie, même s'il a dit devant le *Board of Trade* de St. John's que, lui-même, il adore la pornographie, il veut simplement protéger les autres. Il s'est ensuite attaqué à une nonne, qui avait eu l'audace de parler contre le libre-échange.

Je voudrais bien savoir si le ministre représente le gouvernement. S'il ne le représente pas, il devrait démissionner et cesser ses tournées de discours. S'il représente le gouvernement, c'est écoeurant, anti-femmes, sexiste, anti-...

M. le Président: La députée pourrait peut-être poser sa question à un autre moment.

* * *

LES AFFAIRES PROVINCIALES

L'ALBERTA—LA PROVINCE ATTIRE L'INDUSTRIE DU MANITOBA

M. Felix Holtmann (Selkirk—Interlake): Monsieur le Président, le gouvernement néo-démocrate du Manitoba étouffe des possibilités de croissance économique et de création

Article 21 du Règlement

d'emploi. Selon un article du *Sun* de Winnipeg, le peu chaleureux gouvernement néo-démocrate du Manitoba pousse Westfair Foods à transférer les 400 employés de son siège social sous le ciel plus clément de l'Alberta conservatrice. Selon cet article, un représentant de Westfair aurait déclaré:

Nous ne nous sentons pas les bienvenus ici, et le gouvernement de l'Alberta, qui reconnaît notre contribution à l'économie provinciale, nous ouvre les bras (...). Lorsque vous atteignez une certaine taille, le gouvernement du Manitoba estime qu'il peut vous exproprier ou vous pousser à quitter la province.

La raison de ce transfert est très simple. Les cotisations sociales représentent maintenant 2,5 p. 100. Il existe un mécanisme d'arbitrage des propositions finales pour régler les conflits de travail. Les tarifs du téléphone et de l'électricité ainsi que les taxes sur les automobiles ont augmenté, et les tarifs des services du gouvernement ont été majorés de 20 p. 100. Lorsque Westfair et ses 400 emplois seront partis, comment le gouvernement néo-démocrate pourra-t-il soutenir qu'il travaille pour le Manitoba?

J'ai une solution. Le ministre de l'Industrie, Vic Shroeder, devrait démissionner. Non, M. Pawley devrait démissionner. Non, le gouvernement néo-démocrate devrait démissionner et déclencher des élections avant que le reste des entreprises manitobaines ne partent. Ce gouvernement ne travaille pas pour le Manitoba. Il ne sait pas ce que veut dire travailler pour le Manitoba.

* * *

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LES DANGERS DES RADIATIONS DE FAIBLE INTENSITÉ—ON DEMANDE DE RÉEXAMINER L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, les résultats de recherches publiés aujourd'hui dans la presse confirment ce qu'un nombre croissant de spécialistes nous disent depuis des années, à savoir qu'on a grandement sous-estimé les dangers des radiations de faible intensité. De nouvelles normes touchant les doses acceptables doivent désormais être fixées à la moitié environ des niveaux permis jusqu'ici.

Pour le Canada, cela signifie une réévaluation sérieuse de toute notre industrie nucléaire, depuis l'exploitation et la transformation du minerai jusqu'au traitement des déchets en passant par les réacteurs nucléaires. Toute l'affaire de l'utilisation pacifique de l'atome va peut-être s'avérer une triste erreur, étant donné que même des radiations de faible intensité peuvent causer le cancer, une détérioration des facultés mentales et des malformations congénitales.

Remarquez que je ne parle même pas de fusion nucléaire, de guerre nucléaire, ni de catastrophe de l'ampleur de celle de Tchernobyl, mais seulement d'exposition à long terme à des radiations de faible intensité. Le peuple canadien et ses divers gouvernements doivent désormais réévaluer l'option nucléaire par rapport aux sources d'énergie renouvelable et sûre et à la promotion de la conservation. Nous devons avoir le courage de poser les questions vraiment difficiles, être prêts à admettre que nous avons eu tort dans le passé et décider d'agir à l'avenir de façon à protéger la santé des Canadiens et la salubrité de notre environnement.